



LE MONDE

J U R I D I Q U E

LE MAGAZINE DES JURISTES DU QUÉBEC

Volume 28, numéro 2

4^s

Me Marc-André Blanchard nommé chef de cabinet du Premier Ministre Mark Carney



L'honorable juge Suzanne Côté de la Cour suprême du Canada reçoit un doctorat honoris causa de son Alma Mater, l'Université Laval, en matière de justice



Me Ian M. Solloway, receives the Life-time Award from the English-speaking section of the Bar of Montréal



Rechercher sur Facebook



LE MONDE J U R A I D I Q U E

LE MAGAZINE DES JURISTES DU QUÉBEC



Magazine Le Monde Juridique

@MagazineLeMondeJuridique · Magazine

Envoyer un message

Accueil Avis Vidéos Photos Plus

Aime déjà



Introduction

Le Monde Juridique est le magazine des avocats du Québec qui exercent en pratique privée depuis 33

Page · Magazine

(514) 353-3549

sgmonde@videotron.ca

lemondejuridique.com

Évaluation · 5,0 (6 avis)

Photos

Afficher toutes les photos



Confidentialité · Conditions d'utilisation · Publicité · Choix de publicités · Témoins · Plus · Meta © 2024

À la une



Magazine Le Monde Juridique
23 décembre 2023

http://lemondejuridique.com/wp-content/uploads/2023/12/LMJ_vol27-6.pdf



Magazine Le Monde Juridique
28 mars 2023

http://lemondejuridique.com/wp-content/uploads/2023/03/LMJ_Vol27-3.pdf



Publications

Filtres



Magazine Le Monde Juridique
13 décembre 2024

http://lemondejuridique.com/wp-content/uploads/2024/12/LMJ_vol27_no10corrigé.pdf



www.lemondejuridique.com

Marc-André Blanchard quitte la CDPQ pour servir le Canada

La CDPQ tient à reconnaître l'importante contribution de Marc-André Blanchard, premier vice-président et chef, CDPQ mondial et chef mondial de l'investissement durable, qui a annoncé aujourd'hui son départ afin d'assumer les fonctions de Chef de cabinet auprès du premier ministre du Canada, M. Mark Carney.

Arrivé à la CDPQ en 2020, Marc-André Blanchard a profondément marqué l'organisation. Ancien ambassadeur du Canada aux Nations Unies et dirigeant reconnu du secteur privé, il a su mettre son expertise au service des ambitions internationales et du développement durable de la CDPQ.

Sous sa direction, la CDPQ a bâti le groupe CDPQ Mondial afin d'appuyer ses équipes d'investissement sur le terrain par des relations de premier plan avec les gouvernements et partenaires à travers le monde, d'accompagner les entreprises québécoises dans leur mondialisation et de positionner la CDPQ comme un partenaire d'investissement de choix à l'international.

En 2022, Marc-André Blanchard a également pris la direction de l'équipe Investissement durable pour laquelle il a joué un rôle déterminant. Sous son égide, la CDPQ a adopté une approche ambitieuse de transition énergétique et a fait rayonner son leadership global sur les sujets de durabilité dans les plus grands forums internationaux, avec des progrès majeurs à l'appui. La CDPQ a d'ailleurs récemment atteint et dépassé les cibles climatiques qu'elle s'était fixées et a été reconnue l'an dernier comme le premier fonds de pension au monde pour la gouvernance, la durabilité et la résilience par le Global SWF, une référence dans le milieu.

Marc-André Blanchard laisse derrière lui une équipe solide, riche en talents et en expertise, prête à porter encore plus loin la vision qu'il a su insuffler.



Marc-André Blanchard

« La CDPQ est une organisation exceptionnelle, et ça a été un honneur de servir le Québec et les six millions de Québécois qu'elle représente. Je quitte une équipe forte, engagée et innovante qui saura continuer à rehausser la barre et faire rayonner la CDPQ sur la scène internationale. Répondre à l'appel de servir mon pays est une décision que j'accueille avec humilité et enthousiasme », a commenté Marc-André Blanchard.

« Marc-André aura définitivement laissé sa marque à la CDPQ. Grâce à son leadership, nous sommes passés d'une organisation présente dans le monde à une organisation véritablement unie et reconnue mondialement. De plus, nous avons rehaussé notre ambition en matière d'investissement durable, qui est désormais une signature de l'institution. Marc-André a toujours été animé par une volonté profonde de servir le public, et nous le remercions pour sa grande contribution à la CDPQ ainsi que pour l'équipe chevronnée qu'il a bâtie. Nous lui souhaitons autant de succès dans ses nouvelles fonctions », a commenté Charles Emond, président et chef de la direction de la CDPQ.

L'Honorable juge Suzanne Côté de la Cour suprême du Canada reçoit un doctorat honoris causa de l'Université Laval, son alma mater

Source: Université Laval

Du 23 au 27 juin 2025, à l'occasion des cérémonies de collation des grades, l'Université Laval remettra sa plus haute distinction – le doctorat honoris causa – à des personnes dont les réalisations remarquables enrichissent la société et inspirent la communauté universitaire. Issues de domaines variés, ces personnalités d'exception ont en commun d'avoir généré un impact tangible dans leur milieu. Par leur action, leur parole ou leur savoir, elles incarnent les valeurs de l'Université Laval.

«Ce sont des êtres engagés, visionnaires, dont les réalisations nous rappellent que le savoir, lorsqu'il est mis au service des autres, devient une véritable force de transformation. En leur remettant un doctorat honorifique, l'Université Laval célèbre non seulement leur parcours, mais aussi les valeurs qu'ils incarnent et qu'ils transmettent à notre communauté: l'audace, la générosité et l'engagement pour le bien commun», a déclaré la rectrice Sophie D'Amours.

Chantres de la justice et de l'équité, apôtres du savoir et de sa transmission, ou encore figures de l'engagement humanitaire et philanthropique, ces 7 personnalités sont honorées pour leurs réalisations admirables et leur volonté de bâtir un monde meilleur.

Suzanne Côté – Au service de la justice avec rigueur et intégrité

Nommée à la Cour suprême du Canada en 2014, la juge Suzanne Côté s'est illustrée par une carrière exceptionnelle en droit civil et commercial. Reconnue pour son leadership rigoureux, sa pensée structurée et son attachement aux principes d'équité, elle a contribué de



manière considérable à l'évolution de la jurisprudence canadienne.

Selon Anne-Marie Laflamme, doyenne sortante de la Faculté de droit, la juge Suzanne Côté fait figure de modèle dans le domaine juridique. «L'honorable Suzanne Côté est une figure marquante du droit canadien. Originaire de la Gaspésie, elle a franchi les obstacles géographiques et institutionnels avec une détermination exemplaire. Première avocate plaideuse nommée directement à la Cour suprême du Canada, elle incarne l'excellence, la rigueur et la liberté de pensée. Son parcours inspire toute une génération de juristes – en particulier les femmes – à viser haut, à croire en leurs capacités et à exercer leur profession avec courage et passion. Elle est un modèle, une pionnière, et une source d'inspiration pour notre communauté juridique», soutient la professeure Laflamme.



Jean-François Lépine

Jean-François Lépine – Journalisme et diplomatie au service du dialogue

Ancien journaliste et diplomate, Jean-François Lépine a contribué au rayonnement du Québec à l'international et à la défense des valeurs démocratiques. Curiosité intellectuelle, rigueur journalistique et sens de l'écoute ont marqué son parcours.

D'après la professeure Colette Brin, du Département d'information et de communication, la trajectoire de Jean-François Lépine montre bien qu'une solide formation universitaire initiale peut conduire vers un cheminement professionnel transcendant les frontières disciplinaires. «Encore et toujours homme de son époque et de sa planète, ajoute-t-elle, Jean-François Lépine a consacré sa vie à décoder un monde qui nous dépasse, qui nous fascine et qui parfois nous inquiète. Il nous captive par sa curiosité sans bornes, sa mémoire

prodigieuse, son sens du détail, son talent de vulgarisateur et sa passion contagieuse, toujours avec une bonne dose de jugement critique. On l'entend encore régulièrement intervenir dans des balados ou au festival de journalisme de Carleton-sur-Mer, où il échange avec ses collègues et avec les citoyens. Il incarne, à mon sens, un antidote aux maux qui affligent l'information et constitue un véritable modèle pour les étudiantes et étudiants.»

Me François Bibeau reçoit la Médaille d'honneur!



La Chambre des notaires du Québec vient de décerner à notre directeur général Me François Bibeau sa Médaille d'honneur 2025, la plus haute distinction de la Chambre des notaires.

Cela fait près de 40 ans que Me Bibeau fait rayonner le notariat québécois, tant sur la scène provinciale que nationale et même internationale. Cette reconnaissance lui est des plus méritées et rejaillit sur toute l'Association.

« Nous sommes fiers de François ! En mon nom et au nom de tous les administrateurs ainsi que l'équipe de la permanence, nous le félicitons chaleureusement », se réjouit Me Kevin Houle, président de notre Association.



DUNTON RAINVILLE
AVOCATS et NOTAIRES

MEMBRE DE SCGLEGAL

duntonrainville.com

Quand l'**excellence**
juridique et la proximité
avec le client se
rencontrent.

Monty Sylvestre fait équipe avec Dunton Rainville



De gauche à droite: Me Frédéric Benoit, Me Dominique Gilbert, Me François Sylvestre, Me Catherine Chouinard et Me Jean-Jacques Rainville.

Dunton Rainville est fier d'annoncer une entente pour sa fusion avec Monty Sylvestre, une référence notariale en Estrie. Cette union stratégique marque une nouvelle étape dans le développement de Dunton Rainville à Sherbrooke, quelques mois seulement après l'arrivée de l'équipe de Hackett Campbell Bouchard, en novembre dernier.

Solidement enraciné dans la communauté estrienne et reconnu pour son expertise et ses solutions notariales novatrices en droit de la personne, successoral, de l'immobilier et des affaires, Monty Sylvestre apporte une valeur ajoutée significative à l'offre déjà vaste et diversifiée de Dunton Rainville. Les forces combinées de Dunton Rainville, Monty Sylvestre et Hackett Campbell Bouchard créent un acteur juridique incontournable au service des entrepreneurs, des gens d'affaires et des particuliers de Sherbrooke et de l'Estrie.

« Cette fusion est une nouvelle démonstration de notre volonté de croître intelligemment et de bâtir une équipe multidisciplinaire de premier plan, au bénéfice de notre clientèle. Nous sommes ravis d'accueillir les professionnels de Monty Sylvestre, dont la réputation n'est plus à faire », déclare Me Jean-Jacques Rainville, président du Conseil de direction de Dunton Rainville.

« Monty Sylvestre partage avec ses nouveaux collègues les mêmes valeurs d'excellence, de rigueur et de dévouement. En joignant nos forces à celles de Dunton Rainville, nous élargissons notre champ d'action tout en conservant notre proximité avec nos clients », ajoute Me François Sylvestre, notaire associé chez Monty Sylvestre.

Cette fusion, qui s'opérera officiellement dans les prochaines semaines, renforce le positionnement de Dunton Rainville comme partenaire juridique de confiance et moteur de développement régional en Estrie.

Me Ian M. Solloway

Lifetime Achievement Award Speech

May 15, 2025



Me Ian Solloway

Honorables juges, Madame la Bâtonnière de Montréal, Monsieur le Président de la Section Anglophone du Barreau de Montréal, distingués invités, chère famille, collègues, et amis.

To repeat the line of the great American novelist, Mark Twain, who famously said: "WITH AN INTRODUCTION LIKE THAT, I CAN HARDLY WAIT TO HEAR MYSELF SPEAK". C'est avec une énorme fierté et humilité que j'accepte ce grand honneur que vous m'accordez ce soir.

Recevoir un prix comme « Le Prix d'Excellence de la Section Anglophone du Barreau de Montréal », décerné seulement deux fois auparavant, est une véritable leçon d'humilité.

Pour être reconnu dans le même cercle que le regretté, Me J. Vincent O'Donnell, c.r., Ad.E., et Me Casper Bloom, c.r., Ad.E., 2 des grands de notre barreau qui m'ont précédés comme récipiendaires de ce Prix d'Excellence de la Section Anglophone du Barreau, en 2013 et 2016 respectivement, est un privilège que je ne prends pas à la légère, et un honneur que je chérirai pour toujours.

Receiving this Award from the Section I had the privilege of chairing for eight consecutive terms -from 2009 to 2017 -carries a special meaning for me, - especially when I am surrounded by my family, and so many respected colleagues and friends. Ça me touche vraiment. I am overwhelmed by a profound sense of gratitude and humility.

Let me say that when I received the call informing me that I would be the recipient of the 2025 Lifetime Achievement Award of the English-Speaking Section of the Bar of Montreal, my first reaction was to inquire whether there had been some sort of clerical error ? I was assured that "No, there is no error, your name is right here on the list," I paused for a long moment.. ... and thought to myself, "Weil, when you've been around this long, they're bound to give you something".

That said, I didn't turn it down.

As I reflect on the path that brought me here, I find myself returning to the three pillars that have shaped my

Volume 28, numéro 2

LE MONDE JURIDIQUE

642, rue Pierre-Tétrault
Montréal, (Québec)
H1L 4Y5
(514) 353-3549

Courriel : agmonde@videotron.ca
Internet : www.lemondejuridique.com
Facebook : Magazine Le Monde Juridique

Rédacteur en chef

André Gagnon, B. A., LL. L.

Adjointe à la rédaction

Jeanne d'Arc Tissot

Publicité

642, rue Pierre-Tétrault
Montréal, (Québec) H1L 4Y5
Tél.: (514) 353-3549

Tirage et distribution

Zacharie Gagnon

Abonnement:

Jeanne d'Arc Tissot, Vice-présidente,
administration
Téléphone: (514) 353-3549

Infographie

Image-innée

Photographie

Paul Ducharme, Photographe

Le Monde Juridique est publié par
Le Monde Juridique Inc.

Président et Éditeur: André Gagnon

La revue Le Monde Juridique paraît dix fois l'an.
L'abonnement est de 40 \$ par année.
(On peut aussi se la procurer à la librairie
Wilson et Lafleur).

Le magazine Le Monde Juridique est indexé dans
Canadian Advertising Rates and Data (Card).
COPYRIGHT 2025 - LE MONDE JURIDIQUE.
La reproduction totale ou partielle des articles est
formellement interdite sous peine de poursuite.

Marc-André Blanchard quitte la CDPQ pour servir le Canada	3
L'Honorable juge Suzanne Côté de la Cour suprême du Canada reçoit un doctorat honoris causa de l'Université Laval, son alma mater	4
Monty Sylvestre fait équipe avec Dunton Rainville	6
The recipient of the Section's "Lifetime Achievement Award" this year is one of the Bar's most distinguished members, Me Ian M. Solloway	7
La Cour du Québec réitère l'indépendance, l'impartialité et la compétence de ses juges	15
Adoption de la Loi sur l'intégration à la nation québécoise - la vigilance de la Table ne fait que commencer	16
Jean-Pierre Perreault est élu recteur de l'Université de Sherbrooke	17
There are always more phish in the sea: Steps to protect yourself from online fraud By Corey Bloom and Lori Cohen	19
France - Gaza : Appel signé par plus de 1100 avocats sur l'inertie de la France face aux violations du droit international	22
Le Mexique est dangereux? Par Yves Delage	24
The Maldives: IBAHRI concerned about erosion of judicial independence as two Supreme Court Justices are dismissed	26
Laureen Moock-Colombani nommée directrice générale de la Grande Bibliothèque	28
Attorney General James Sues President Trump for Unconstitutional Attempt to Seize Control of Elections	29
The IBA stands in support of the US legal profession Inspirational Legal Women podcast series, launched by the IBA	31

SténoFac Inc.

Tous les services aux portes du palais...

**Une équipe bilingue de 17 sténographes
à la fine pointe de la technologie
à l'ère du numérique**

*Notre équipe bilingue de sténographes expérimentées vous offre la possibilité d'obtenir vos transcriptions
au jour le jour, via Internet, en format condensé avec index de recherche ou en tout autre format que vous souhaitez.*

- Transcription à partir de CD, vidéo, répondeur
- Prise de vidéo
- Déposition par téléphone
- Vidéo conférences
- Salle d'interrogatoire

TOUS LES SERVICES AUX PORTES DU PALAIS.....

UN SEUL NUMÉRO (514) 288-1888

50 De Brésolles, Montréal (Québec) H2Y 1V5

Télécopieur : (514) 288-4888 • Courriel : stenofac@stenographe.com • Internet : www.stenographe.com

career and my life: Profession, Community, and Family.

Let me start with Profession:

I stand before you here tonight as someone who has spent over 5 decades practicing the profession that I love, in the exhilarating -and occasionally hair-raising world of family law. It's a world brimming with complexity, fuelled by emotion, and occasionally with enough drama to rival any soap opera. I've lost count of the late nights drafting that "perfect" clause, which somehow avoids conflict, confusion, and catastrophe. I've learned that such a clause, much like a unicorn, is often spoken, but is rarely cited.

Family law has always been more than just a professional calling for me. It's been a human one because at its core, family law is about relationships - messy, wonderful, fragile, resilient, relationships -and the people who live them. It is about helping others navigate some of the most vulnerable moments of their lives with dignity, compassion, and justice. It's about the pursuit of fairness - not always achieved, but always worth striving for.

And where better to pursue this calling than in Montreal? We are members of what is arguably the most bilingual and polyvalent Bar in the world - a Bar that operates seamlessly in English and French, in civil and where necessary, in common law, and in a unique, diverse and international city that is Montreal.

Quelle ville unique pour être avocat ! Quelle ville unique pour pouvoir faire la différence !

In this setting, I've had the immense privilege to serve not only clients, but also causes greater than myself, which leads me to the second pillar: Community.

Community (the 2nd pillar)

I have been privileged to have taken on leadership roles in many organizations - both professional and community- during my now 50 years at the Bar. If there was a committee, there was a good chance I was on it. / If there was a Chair well Eventually, I probably sat on it.

However, there are 2 that stand out above the rest in terms of "satisfaction", "fulfillment", and "pride". They are "The Lord Reading Law Society" and "The English-Speaking Section of the Bar of Montreal".

One of the very first organizations I joined almost half a century ago, was the Lord Reading Law Society - the collective voice of Jewish jurists in Québec.

I served in about every capacity in the Society - I learned governance, how to run a meeting without losing friends, and how to plan programs that people might actually want to attend.

After decades of faithful involvement - one might say "PROLONGED APPRENTICESHIP"- I had the privilege of serving as President of the Lord Reading Law Society in 2002. In 2014, I was deeply honoured to receive the Society's Past-Presidents' Medal - not a bad outcome for someone whose initial interest was, admittedly, sparked by the ALLURE of an open bar and a well-stocked hors-d'oeuvres table.

But titles aside, what has truly mattered to me about the Lord Reading Law Society is its spirit of "collegiality".

Indeed, Lord Reading is one of the rare places where members of the Bar and Bench - the "freshly called" and the "grizzled veterans"- the 1st years and the 50- years' - can all mix and mingle over a good Scotch or two. or three, depending how good or bad their day was at the office or in Court.

In fact, legend has it in the Montreal legal community -AND I'M NOT SAYING IT'S TRUE, BUT I'M ALSO NOT SAYING IT'S NOT, that more cases are settled at a Lord Reading cocktail than anywhere else in the Bar".

Now that's what I call "alternative dispute resolution".

There are so many highlights from my years of involvement in the Lord Reading Law Society, but time does not permit me to recount them all.

However, allow me to share 2 brief vignettes. The first goes back to my inaugural program as President, when I had the honour of inviting the Right Honourable Beverly McLachlin, Chief Justice of the Supreme Court of Canada, to be our key-note speaker on the occasion of the 20th Anniversary of the Charter in 2002.

In those days the Society held its dinner meetings at the Montefiore Club, now known a little less romantically, as the Concordia University Faculty Club on Guy Street. On the evening of the dinner, I stood at the entrance- joined by several members of my Executive- ready to welcome Chief Justice McLachlin upon her arrival from Ottawa. She stepped inside, I introduced myself, we exchanged the usual pleasantries ... and then she looked at me and said:

"Mr. Solloway, would you mind holding on to my brief for the evening?"

I froze. PANIC.

I thought to myself: "Me, hold on to the brief of the Chief Justice of Canada? Someone who routinely loses his cell phone on his desk?"

I could just picture the headline in the next morning's GAZETTE - "SOLLOWAY LOSES BRIEF OF CHIEF JUSTICE"

So, no, not me. I discretely passed the brief to a Past-President...who, I should say, had a similarly alarmed expression on his face ... and promptly passed it along to another Past-President.

When he, in turn, tried to hand it off to our Bar Liaison, one of the RCMP officers escorting the Chief Justice, clearly recognizing a slow-moving crisis in the making, stepped in and said:

Don't worry. I'll take it from here".

My first test as President..... not exactly my proudest moment..

The other memorable occasion comes from the Society's 2017 Gala Dinner on "Comparative Approaches of the Canadian and U.S. Supreme Courts on Issues of the Day". As Dinner Chair, I asked our co-panelist, Canadian Supreme Court Justice Rosalie Abella, how I should introduce our other co-panelist, U.S. Supreme Court Justice, Stephen Breyer.

Justice Abella said to me: "Well, since we're driving in together from Ottawa, just say: "Ladies and Gentlemen, It gives me pleasure to introduce Justice Rosalie Abella's date for the evening, Stephen Breyer."

I did exactly that. It brought the house down!

The other organization that has occupied a special place in my heart and in my calendar, has been the English-Speaking Section of the Bar of Montreal.

Before I accepted my nomination to become Chair of the English-Speaking Section of the Montreal Bar in 2009, the Section was jokingly, but accurately, described to me by the late Pierre Michaud, former Chief Justice of the Quebec Court of Appeal, as a "Dead Poets Society".

Indeed, the Section had done nothing up to this point in over its 120-year history other than holding a nomination meeting once a year under the cold light of a full mid-March moon, typically at the offices of Robinson Sheppard Shapiro, or McCarthy Tétrault, to choose our 4 English-Speaking Councillors for the Montreal Bar Council.

That was it. That was the extent of the Section's activity. WHEN I HEARD THE WORDS OF CHIEF JUSTICE MICHAUD, I MADE UP MY MIND THEN AND THERE, that if I were to accept the nomination as Section Chair, THE SECTION WOULD BE A "DEAD POETS SOCIETY" NO MORE .. WE WOULD ACTUALLY DO SOMETHING!

And we did!

I am proud to say that after 8 years, the English-Speaking Section of the Bar of Montreal, was no longer a "Dead Poets Society", but came to be recognized as a vibrant, visible, and engaged participant in the Montreal legal community, recognized for the excellence of our programming, and for the thoughtfulness of our interventions / - a participant that has reflected and has given real meaning and definition to the uniqueness of the Montreal Bar and the embodiment of the uniqueness and diversity that it represents.

The operative word is "proud";

Proud of our "Trial Practice: Do's and Don'ts" - the first - ever program put on the English-Speaking Section in its history, inaugurated in 2009, the signature piece of the English-Speaking Section, now in its 15'th iteration, featuring our Bar's top litigators and a Superior Court Judge on litigation tips and strategies; arguably the Bar's most successful and well-attended CLE annually;

- Proud of our successful intervention to reverse the long-standing policy of the former Le Barreau newspaper to refuse to accept the publication of articles in English ;
- Proud of our intervention in 2015 on the abysmal English drafting in the new Code of Civil Procedure ;
- Proud of our offering courses on the new Code of Civil Procedure when the Quebec Bar would not do so;
- Proud of the work of several of our Section members on the drafting of the new Code de Déontologie, and ensuring that the mandatory course on new Code de Déontologie was offered in English;
- I'm Proud of bringing the very real problem of the lack of EnglishSpeaking stenographers to the attention of the Bar;
- Proud of our lobbying the Quebec Minister of Justice and the Court of Appeal to do something about the absence of English translations of judgments from this province's highest Court - the Quebec Court of Appeal;

and

- Proud of our members who were and are Councilors, Officers, Batonniers and Bâtonnières of le Barreau de Montréal, Directors on the former Conseil du Barreau du Québec, as it then was, and proud of those who have served on committees of the Montreal , Quebec, and / Canadian Bar Associations.

Community, also means mentoring the next generation of lawyers - something I take great pride in. If I've had any success in mentoring younger colleagues, it's because others mentored me, guided me, and trusted me before I truly earned it. Passing that trust forward is not only a responsibility - it's a privilege, which I gladly assumed, and still do to this day.

To our young lawyers - many of whom are here tonight. You are bright, committed, and, unlike me, alarmingly comfortable with technology. I admire the energy you bring to the practice, your evolving vision of justice, and your commitment to a profession

that continues to adapt and grow. I encourage you all to stay curious, stay committed, and remember that if you are burning the midnight oil, make sure it's billable!

To those of you just beginning your careers, I say, honour the law, but also honour the people you serve. The best lawyers I've known are not the loudest, nor the most theatrical - they are the ones who listen, who care, who may not get the attention, the spotlight, the recognition, or the headlines, but the ones who do the hard work quietly, professionally, and with integrity for their clients: BE ONE OF THEM!

AND REMEMBER - Clients want to know how much you care, before they care how much you know!

And that brings me to the final and more personal of the three pillars:

Family.

My family has been the foundation of everything I've done. They've supported me through the long nights, the early mornings, the trial prep marathons, and the rare vacation days when my briefcase still came along for the ride.

They've been patient when I talked too much about work at dinner, and understanding, when I couldn't always be there. They've celebrated my wins, endured my losses, and reminded me - gently but firmly - when it was time to turn off the phone or stop my cross-examination at the dinner table.

And now for the thank-you's. There are far too many to mention.

1. To my colleagues - both those I've had and continue to have the privilege to work alongside, as well as those I've sparred with on the other side of the Courtroom - thank you for sharpening my arguments, steadying my resolve, challenging me to be the best version of myself as a professional, and reminding me, time and time again, that advocacy and civility are not mutually exclusive.
2. To the Judiciary- whose professionalism and patience, FOR THE MOST PART, I have long admired

- thank you for hearing my "PLAIDOIRIES", even when they may have tested your endurance, or your composure. Your courtesy to me, even in the face of my sometimes overly- impassioned submissions, has been and remains greatly appreciated.

3. Un grand merci à notre directrice générale du Barreau de Montréal, Me Tamara Davis. pour son efficacité remarquable son professionnalisme exceptionnel, son travail incroyable, bref, son dévouement à notre barreau. Elle est vraiment le moteur de notre Barreau de Montréal. Tamara, votre collaboration avec notre Section et avec moi-même au fil des ans a été grandement appréciée, mais pas plus que votre amitié. Thank you for all you have done for La Fondation du Barreau du Québec, for our Montreal Bar, and for your far too generous words this evening.
4. To My children, Heather and Adam, Bryan and Audrey, who are all here tonight - thank you for your having endured my courtroom staries, my stubborn work ethic, and more one-sided conversations than I care to admit,- thank you for your love , your support, and your more than occasional eye-rolls which have kept me grounded. I may have pleaded a thousand motions, but you are the ones who remind me that not everything has to be cross-examined. I love you all.
5. I want to thank my grandchildren , Emma and Blake, Chloe and Sophie - for fulfilling my life with wonder, purpose, and a sense of continuity, and for being a constant reminder that there are things in life far more important than work, meetings, committees, speeches, or awards.

THEY, are those things !

5. To my wife, Louise, - my deepest love and eternal thanks. You've been my partner and rock in every sense of the word -:patient when I was distracted, encouraging when I was doubtful, and unwavering in your support. Your love has been the quiet strength behind everything I've accomplished. I may have spent a lifetime practicing family law, but it's you who has shown me what family truly means.

There's a special kind of love in a family that supports a lawyer. It's not always glamorous, but it is always vital. Tonight, I share this honour with my family - because this Award is as much theirs as it is mine.

6. Once again, to the English-Speaking Section of the Bar of Montréal:- thank you again for this extraordinary honour. I will cherish it - not only as a recognition of what has been, but as a celebration of all that still lies ahead for our profession.
7. To all of you - thank you for being part of this journey and for being here tonight. Thank you for your collaboration, your criticism (when constructive), your support, and above all, your friendship.

And if there's a fourth recipient of this Award sometime in the next decade, please tell HIM or HER to limit HIS or HER remarks to under 10 minutes. No one has ever lost respect for a short closing argument.

Ladies and Gentlemen, this is a lifetime achievement - but FOR ME, the lifetime part isn't over yet. I've been asked by colleagues more than once since this Award was announced, "/an, does this mean you're retiring?"

I assured them then - and now you - / am NOT RETIRING; I AM NOT DISAPPEARING; I AM NOT GOING ANYWHERE; I AM NOT READY TO HANG UP MY TOGE JUST YET!

I conclude with the following words of the great English playwright and poet, Ben Johnson, which, I believe, are so appropriate for tonight, and I quote:

"Nothing so much the spirits raise
As praise from those
Who ail men praise".

It is with profound and heartfelt appreciation that I once more say

" MERCI, À TOUS et À TOUTES." I am TRUL Y grateful beyond words.

THANK YOU, GOOD EVENING, et BONNE SOIRÉE.



Me Ian Solloway and Me Alexandre Forest



Ms. Rebecca Toropov and Me Ian M. Solloway



Me Ian Solloway, Me Ashley Mignaca, Me Hanna Ellingson, and the Hon. Suzanne Handman



Me Calin Popovici, Chair of the English-speaking section of the Bar of Montreal with Me Ian M. Solloway receiving the Lifetime Achievement Award.



Me Ian Solloway and Me Valerie Assouline Bâtonnière of Montreal



Me Calin Popovici, Chair, English-Speaking Section of the Bar of Montreal



Me Donald Michelin and Me Ian Solloway



Me Ian Solloway and Mr. Bryan Solloway (son)

an Solloway is one of Montreal's leading family lawyers and one of the most prominent members of the Montreal legal community.

He obtained his Bachelor of Arts degree with honours in Political Science from McGill University in 1970 and his Bachelor in Civil Law Degree (B.C.L.) from McGill in 1973. As a law student, he worked for two summers in the Prime Minister's office in Ottawa where he was correspondence writer for Prime Minister Pierre Elliot Trudeau.

Ian has been a member of the Barreau du Quebec since 1975 and he began his career with the firm of the late premier Jean Lesage where he practiced civil and commercial litigation.

Over the last 40 years Ian has dedicated his practice to all areas of family litigation, including both domestic and international family law: complex financial cases, divorce, separation, unmarried cohabitation, parentage, adoption, child protection, child custody and access, relocation, international child abduction, removal and return, child and spousal support determination and enforcement, partition of financial property and interests, marital regimes, marriage contracts and prenuptial agreements, negotiation and drafting of settlement agreements, enforcement of foreign orders, jurisdictional issues and wills, estates and trusts.

In 1990, he was admitted as a Fellow of the prestigious "International Academy of Matrimonial Lawyers," (the IAFL) a worldwide association of practicing lawyers recognized by their peers as the most experienced and skilled family law specialists in their respective countries.

Ian is a distinguished legal professional with a rich history of contributions to the legal community. He is the past chair of the English speaking section of the Bar of Montreal (2009-2017) and is now Chair emeritus a former President of the Lord Reading Law Society (2002 – 2003) and was awarded the "Past Presidents" Medal of the Lord Reading Law Society" in 2014 for excellence in the legal profession, significant contribution to the community, and for being of the highest integrity."

He received the "Mérite du Barreau" in 2015 for his exceptional contributions to the Bar of Montreal and in 2016, was awarded the "D'arcy McGee National Assembly Citizenship Medal" for outstanding achievements in community involvement.



Me Ian M. Solloway

“The Lifetime Achievement Award of the English-Speaking Section of the Bar of Montreal / Le Prix Excellence” was presented to Me Ian M. Solloway, at a ceremony which took place at the Palais de Justice de Montréal, on Thursday evening, May 15th, 2025,

The Lifetime Achievement Award of the English-Speaking Section of the Bar of Montreal is presented, from time to time, to a member of the Bar of Montreal;

“Who, throughout his career, has demonstrated excellence in the profession, outstanding leadership in and service to the legal profession, and has contributed to the enhancement of the image of the profession”.

Me Solloway, who served as Chair of the English-Speaking Section of the Montreal Bar for a record 8 consecutive terms, and became Chair Emeritus in 2023, is only the third recipient of the English-Speaking Section's Lifetime Achievement Award since its inauguration in 2013, the other two, being the late J. Vincent O'Donnell, Q.C., Ad.E.in 2013, and Me Casper Bloom, Q.C., Ad.E.in 2016. “

La Cour du Québec réitère l'indépendance, l'impartialité et la compétence de ses juges

La Cour du Québec réaffirme avec force l'importance de maintenir la confiance de la population envers l'indépendance complète, l'impartialité et la compétence de ses juges.

En 1997, la Cour suprême du Canada a clairement établi que l'indépendance de la magistrature est un principe qui vise tous les tribunaux du pays, que les juges soient de nomination fédérale ou provinciale. Tous les juges prêtent le même serment de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement tous les devoirs de leur charge et d'en exercer tous les pouvoirs.

Les processus de nomination et les conditions d'exercice des juges ont parfois été contestés, ce qui a amené la Cour suprême du Canada à définir les conditions qui garantissent leur indépendance, leur compétence, leur intégrité et leur impartialité. Ces conditions sont pleinement respectées par tous les juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec. Il en est de même pour les trois autres tribunaux judiciaires du Québec : la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et les Cours municipales.

Processus de nomination des juges, juges de paix magistrats et juges municipaux

Les avocates et avocats membres du Barreau du Québec depuis au moins dix ans, de même que les notaires, souhaitant être nommés juge à la Cour du Québec, doivent soumettre à un comité de sélection un dossier détaillé mettant en valeur leurs qualifications, leur parcours professionnel et leurs aptitudes personnelles.

Un comité de sélection indépendant, composé d'un juge, d'un membre du Barreau du Québec, d'un membre de la Chambre des notaires du Québec et de deux représentants du public, évalue les candidatures selon des critères préétablis. L'objectif est d'en assurer une évaluation juste et non partisane.

Durant ce processus rigoureux, les compétences des candidats et leur compréhension des enjeux juridiques sont examinées. Sur la base de ces évaluations, le comité soumet ses recommandations au ministre de la Justice et le gouvernement nomme obligatoirement l'un des candidats recommandés par ce comité indépendant.

Garanties d'indépendance

Une fois nommés, les juges de la Cour du Québec bénéficient de toutes les garanties constitutionnelles pour préserver leur indépendance judiciaire, qui se compose des trois caractéristiques suivantes :

- L'immovibilité, sous réserve de l'âge obligatoire de la retraite.
- La sécurité financière, afin d'éviter toute influence externe.
- L'indépendance administrative, qui constitue une protection contre les pressions politiques ou institutionnelles.

L'indépendance des juges est au bénéfice de la population et constitue un aspect essentiel au maintien de l'intégrité et de l'impartialité des tribunaux. Aucun compromis n'est acceptable sur cet aspect. La population peut compter sur des juges indépendants afin de trancher les différends soumis en toute matière.

Adoption de la Loi sur l'intégration à la nation québécoise - la vigilance de la Table ne fait que commencer

Le gouvernement a adopté hier la Loi sur l'intégration à la nation québécoise, finalisant ainsi le processus d'analyse du Projet de loi no 84, présenté par le ministre Jean-François Roberge, à titre de Ministre de la Langue française. La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est intervenue sur son contenu à compter du début d'avril, lorsqu'elle a constaté que la Politique pour l'intégration à la nation québécoise s'appliquerait aux organismes communautaires autonomes, alors qu'ils ne sont pas des établissements de l'État. Elle a de plus participé aux prises de paroles collectives, initiées par la Ligue des droits et libertés (LDL) et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) dénonçant les problèmes démocratiques du projet de loi 84. La Table partage d'ailleurs l'analyse globale publiée par ces derniers par voie de communiqué.

« La Loi sur l'intégration à la nation québécoise est un exemple frappant de cas où des décisions gouvernementales s'appliquent à des groupes communautaires, sans que les conséquences sur eux soient prises en compte. Sans les interventions de la Table, tout groupe recevant une subvention du gouvernement du Québec et des municipalités aurait été assujéti à la Politique qui découlera de la Loi, comme s'ils étaient des établissements gouvernementaux, ce qu'ils ne sont évidemment pas. Nous apprécions que le ministre Roberge ait fait marche arrière à cet égard, mais nous dénonçons son choix de lier les programmes de financement par projet à l'application de la Politique pour l'intégration à la nation québécoise » souligne Stéphanie Vallée, présidente de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles.

La Table se sent particulièrement interpellée lorsqu'une décision porte atteinte à l'autonomie et aux pratiques des

organismes du mouvement de l'action communautaire autonome. En effet, la très grande partie de ce mouvement est composée des 3 000 organismes du domaine de la santé et des services sociaux (OCASSS) qu'elle représente, face au ministère de la Santé et des Services sociaux et à Santé Québec, en tant qu'interlocutrice nationale.

« Le ministre semble oublier que les centaines d'OCASSS recevant des subventions pour des projets ponctuels sont, par nature, des organismes autonomes devant combiner plusieurs sources de financement pour pallier l'insuffisance de la subvention dédiée à leur fonctionnement général. L'autonomie d'un groupe doit donc être pleine et entière autant lorsqu'il soutient la population grâce aux fonds provenant d'un programme pour un projet particulier que pour sa mission globale, et ce, quelle qu'en soit la source » ajoute Mercédeez Roberge, coordonnatrice de la Table.

Le communiqué du 28 mai du gouvernement illustre bien l'incohérence de cette décision en mentionnant que la future Politique « comprendra des mesures pour que s'incarne ce nouveau modèle au sein de l'État québécois et de ses organismes » (notre soulignement), le dernier terme ne pouvant ici référer aux organismes communautaires puisqu'ils n'appartiennent pas à l'État, mais aux communautés les ayant créés.

Lors de leurs prochaines discussions avec les responsables des programmes de subventions, les interlocutrices nationales du mouvement de l'action communautaire autonome devront user d'une plus grande vigilance encore pour protéger l'autonomie des groupes. Prenant ce rôle très au sérieux, la Table surveillera de près le MSSS et Santé Québec afin que la Politique pour l'intégration à la nation québécoise n'entraîne pas l'imposition de nouvelles conditions aux groupes dont ils souhaitent soutenir les projets.

Jean-Pierre Perreault est élu recteur de l'Université de Sherbrooke

Source: Université de Sherbrooke



Jean-Pierre Perreault sera la 11^e personne à occuper le poste de recteur dans l'histoire de l'UdeS. Il a été élu par le collège électoral, composé de 43 personnes, y compris les doyennes et doyens des facultés, des membres du corps professoral, des représentants et représentantes du personnel et des personnes étudiantes.
Photo : Michel Caron - UdeS

Le conseil d'administration de l'Université de Sherbrooke annonce aujourd'hui que Jean-Pierre Perreault dirigera l'Université de Sherbrooke à titre de recteur à compter du 1^{er} juin prochain, et ce, pour un mandat de cinq ans.

Le professeur Jean-Pierre Perreault est la 11^e personne à occuper le poste de recteur dans l'histoire de l'UdeS depuis sa création en 1954. Il succèdera au professeur Pierre Cossette, qui occupe le poste de recteur depuis 2017.

Détenteur d'un doctorat en biochimie de l'Université de Montréal, Jean-Pierre Perreault a poursuivi une formation postdoctorale à l'Université de Yale avant d'intégrer la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke en 1993, à titre de professeur en biochimie. Entre 2004 et 2017, il a été successivement directeur du Département de biochimie, doyen

associé au développement de la Faculté et vice-doyen à la recherche et aux études supérieures. Vice-recteur à la recherche et aux études supérieures depuis 2017, il a notamment contribué à ce que l'UdeS se hisse à la 10^e place au Canada pour les revenus de recherche.

Le professeur Perreault a été partie prenante de la concrétisation de plusieurs projets majeurs, dont la création d'un programme de bourses nominatives aux études supérieures soutenu par un fonds capitalisé de plus de 25 millions de dollars, l'implication dans la Stratégie nationale quantique ou encore le financement du Pavillon de santé de précision et de recherche translationnelle et de la Bibliothèque du Campus de la santé de l'UdeS.



La présidente du conseil d'administration, Monique F. Leroux, en compagnie du prochain recteur, Jean-Pierre Perreault.
Photo : Michel Caron - UdeS

À titre de chercheur en biochimie de l'ARN, il a produit près de 900 communications scientifiques. Il a détenu la Chaire de recherche du Canada en génomique et ARN catalytique de 2005 à 2012 et il est actuellement titulaire de la Chaire de recherche de l'UdeS en structure

et génomique de l'ARN. Il a piloté le développement de nouvelles applications en inactivation génique à partir des découvertes fondamentales de son laboratoire. Jean-Pierre Perreault a été le directeur fondateur du Centre d'excellence de recherche de la biologie de l'ARN (1999-2009) et l'un des cofondateurs du RiboClub, un regroupement canadien de chercheuses et chercheurs ayant un intérêt pour l'étude de l'ARN.

Le futur recteur a par ailleurs représenté l'UdeS sur de nombreuses tribunes et auprès d'organismes québécois, canadiens et internationaux. Il a notam-

ment été président fondateur de la Société canadienne pour les biosciences moléculaires (2010-2011) et président de l'Acfas (2021-2024). Il est actuellement membre des conseils d'administration de plusieurs organismes, dont l'Accélérateur de création d'entreprises technologiques (ACET), le Centre d'expertise en santé de Sherbrooke (CESS), le Fonds de recherche du Québec (FRQ), l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA) et tout récemment le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG).

Nous sommes ravis de vous présenter les deux nouveaux membres de notre conseil d'administration !

Me Victoria Lemieux-Brown, Associée en litige civil et commercial au sein du cabinet Stein Monast S.E.N.C.R.L et Gouverneure de la relève de la Fondation du Barreau du Québec.

- Expertise en droit disciplinaire, de la responsabilité professionnelle et du droit administratif. Pratique également en matière de construction, bris de contrats, conflits entre actionnaires, injonctions et autres mesures de sauvegarde
- Honorée par le répertoire Best Lawyers en tant que "Ones to Watch" en litige commercial pour 2024-2025
- Conférencière engagée, elle rédige également des articles et contribue activement à la communauté juridique et d'affaires.

Me Antoine Leduc, LL.D., Ad. E., GCB.D, Associé au sein du cabinet Lapointe Rosenstein Marchand Melançon et Gouverneur Émérite de la Fondation du Barreau du Québec.

- Docteur en droit et avocat émérite au Barreau du Québec
- Expertise en droit bancaire et des services financiers, en restructuration, en immobilier et en développement international (Plus de 27 ans d'expérience dans son domaine).
- Fellow du American College of Mortgage Attorneys
- Titulaire d'un Global Competent Boards ESG Certifi-



Me Antoine Leduc

Me Victoria Lemieux-Brown

cate and Designation (GCB.D)

- Ancien président de l'Association du Barreau canadien, Division du Québec (2014–2016)
- Conférencier et auteur de nombreuses publications citées par la doctrine et les tribunaux, son ouvrage *Mondialisation et harmonisation du droit des sûretés* (Éditions Thémis, 2012), s'est mérité le Prix du Concours juridique 2013 de la Fondation du Barreau du Québec dans la catégorie « Monographie et traité ».

Au nom de toute l'équipe de la Fondation, nous souhaitons la bienvenue à Me Victoria Lemieux-Brown et Me Antoine Leduc et sommes impatient.e.s de collaborer avec eux pour faire rayonner encore plus notre mission !

There are always more phish in the sea:

Steps to protect yourself from online fraud

By Corey Bloom and Lori Cohen

All industries are facing increased cybersecurity risks from threat actors who may be motivated to misappropriate both financial and personal information. Phishing scams are one of the most common ways that organizations (or individuals) fall prey to potential fraudsters. According to the most recent Annual Report from the Canadian Anti-Fraud Centre, phishing was the second most reported fraud type.

The Canadian Anti-Fraud Centre defines phishing as an online crime in which a perpetrator attempts to acquire sensitive information such as usernames, passwords, personal information, and credit card and/or banking details. The perpetrator masquerades as a legitimate or trustworthy entity or impersonates a victim to gain access to this information.

As organizations change and technology evolves, so do would-be fraudsters and their potential scams. New scams are emerging all the time, and this article will cover some recent and common phishing scams that you should be aware of to protect yourself, your company, and your clients.

Recent phishing scams

False Canada Revenue Agency (CRA)-related scams

- Individuals or businesses may receive an email informing them that they have a tax return or other document to review. When the user clicks the link to review the fake CRA document, this opens the gateway to providing sensitive and/or confidential information directly to the scammer.

- Individuals or businesses can be targeted during difficult times and may receive an email (or other communication) prompting them to click on a false CRA link that will enable them to receive emergency benefits. Instead, they will once again be required to enter sensitive and/or confidential information to receive the alleged benefits.
- With tax season rapidly approaching, individuals or businesses may also receive communications from fake CRA email addresses indicating that the user is entitled to a refund. When the user clicks on the link to retrieve the refund, they will be prompted to enter online banking details and/or personal information (such as a social insurance number) to receive the alleged refund payment.
- It is important to note that these fake CRA emails can be received any time throughout the year and are often labelled as phishing emails in your email system such as Outlook.

Extortion

- According to the Canadian Anti-Fraud Centre, there have been recent reports of businesses and individuals receiving extortion letters by email.
- The email can include the targeted individual's full name and other personal information and may imply that they have visited explicit websites. There may be threats to expose the individual or business unless a cryptocurrency payment is received. The email may include a link or a QR Code prompting the user to provide payment.

Urgent requests for payment or other information

- Scammers may target employees, especially in cases where the scammer is aware that the president or other management-level employees are out of

town. They may send an urgent email to an employee asking them to pay a supplier or other party. However, the scammer is actually providing their own false banking information to receive the payment.

- These requests often come from an email address that is very similar to the legitimate one. Unsuspecting employees may not question a request from a senior executive or the president of the company, for example, and will execute the transfer of funds.

- In other cases, the scammer may send an email to the payroll department impersonating an existing employee. The email will direct the payroll department to make changes to the employee's banking information but instead, the banking information belongs to the scammer.

- Similarly, a business may receive what appears to be a legitimate email from an existing supplier asking for a change to the banking information on file. However, the email is from

a scammer who will go on to receive future payments intended for the existing supplier.

Why should you care about phishing scams?

You may feel that you, your company, and your clients and their organizations are aware of phishing scams, some of which have been around for years. However, not everyone is as immune to scams as they think they are. It can take only one click to release confidential information that is critical to a company's reputation or an organization's success, such as confidential client files, trade secrets, and other proprietary information. Additionally, releasing sensitive personal information can put an organization at risk of identity theft or financial difficulty.

According to Proofpoint's 2024 State of the Phish report, 68 percent of surveyed working adults in Canada admitted to taking risky actions, such as reusing or sharing a password, clicking on links from unknown senders, or providing their credentials to an untrustworthy source. Ninety-nine percent of them did so knowing the inherent risks involved, meaning that 67 percent of employees willingly undermined their organization's security.

The motivations behind these actions are varied, with most employees citing convenience (53%), the desire to save time (34%), and a sense of urgency (20%) as their main reasons. In other words, there is clearly still more work to do in terms of fraud education and awareness for both the management and employees of Canadian companies.



Who is underestimating the risk of financial fraud?

Survey of Quebec businesses reveals some worrying results

MNP recently conducted a survey of Quebec business leaders to gain a better understanding of their fraud risk perceptions — and uncovered some startling findings. The results revealed significant gaps in awareness, preparedness, and understanding that leave many organizations vulnerable to financial fraud.

Our latest whitepaper analyzes the gap between fraud risk perceptions and today's reality. It also includes insights and commentary from MNP's Forensics and Litigation Support Services team to help you and your clients reduce fraud risk.

For more information about how MNP's services can support your business, contact:

Corey Bloom, FCPA, CPA-IFA, CFE, CFF, ACFE Regent Emeritus
Partner and Eastern Canada Leader, Forensics and Litigation Support Services
514.228.7863 | corey.bloom@mnp.ca



Scan here to access the whitepaper



Wherever business takes you **MNP.ca**

What steps can you take to protect against phishing scams?

- Consider what kind of data you store and where,
- Consider data protections already in place and those that may be easily compromised,
- Consider who has access to information and ensure information is shared on a need-to-know basis only,
- Consider anti-fraud training, and
- Think before you click.

If you suspect that your company or clients are victims of a phishing scam, or if you want to reduce the risk of your company or clients falling victim to a phishing scam, it is important to:

- Develop, maintain, and practice a response plan,
- React in a timely manner,
- Alert others within the organization to try and prevent them from also falling victim to the same

scam,

- Raise awareness through frequent and recurring anti-fraud training at all levels of the organization, and
- Reach out to external advisors for assistance with cybersecurity issues, anti-fraud plans, fraud risk assessments, and other services.

Contact us

Lori Cohen, CPA auditor, CPA (MI), MFAcc

Senior Consultant, Forensics and Litigation Support

lori.cohen@mnp.ca

Corey Bloom, FCPA, CPA-IFA, CFF, CFE, ACFE Regent Emeritus

Partner, Eastern Canada Leader, Forensics and Litigation Support

corey.bloom@mnp.ca

IBA marks International Women's Day with launch of Phase 2 of its 50:50 by 2030 gender equality project

Phase 2 of the International Bar Association's (IBA) global project addressing the lack of gender parity at senior levels across the law launched today as International Women's Day (8 March) is commemorated around the world. The overall aim of the project is to achieve equal representation of men and women at the top of the profession.

A worldwide survey is the primary component of Phase 2 of the 50:50 by 2030 – A Longitudinal Study into Gender Disparity in Law project – undertaken by the IBA in collaboration with the Lexis Nexis Rule of Law Foundation. Phase 1 was conducted on a country-by-country basis to understand the law firm/institution/company position – with one survey per entity across the four key sectors of private practice, in-house counsel, the public sector and the judiciary.

Through survey responses, the aim is to understand the experiences of individual women practitioners, including: obstacles to practice; reasons for thinking about

leaving or having left the field; opinions on diversity initiatives and their efficacy; the effects of menopause; as well as the impact of caring responsibilities on women's careers.

As part of the Phase 2 launch, a free webinar titled Empowering progress: launch of the 50:50 by 2030 project Phase 2 took place on 7 March 2025. It was hosted by the IBA Legal Policy & Research Unit (LPRU) and supported by the IBA Women Lawyers' Committee and the IBA Diversity and Inclusion Council.

Sara Carnegie, IBA Director of Legal Projects, moderated the discussion, which explored the experiences of women in the law and asked whether initiatives in place to recruit and retain women are working and what more needs to be done. She was joined by colleagues from across the legal profession.

[Click here to read more](#)

France - Gaza : Appel signé par plus de 1100 avocats sur l'inertie de la France face aux violations du droit international

« Non, monsieur le Président Macron, ce n'est pas aux historiens de qualifier le génocide des Palestiniens »

Tribune, publiée sur le site internet du journal L'Humanité, France, le 8 juin 2025 ([cliquez ici](#))

Nous publions cet appel signé par plus de 1100 avocats sur l'inertie de notre pays, face aux violations du droit international.

Monsieur le Président,

Les avocats signataires de la présente tribune vous accusent.

D'irresponsabilité, lorsque [vous vous retranchez derrière les historiens de demain](#), à qui « il appartiendrait de qualifier le crime de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité », quand vous ne pouvez ignorer que cela est du ressort, aujourd'hui et sans plus attendre, des juristes et des juridictions internationales.

D'attentisme coupable, préconisant de compter les morts et renonçant à sauver des vies humaines. L'histoire raconte, mais elle ne protège, ni ne sanctionne. Seule, la justice le peut, elle en assume le devoir.

D'inertie donc, détournant le regard et tergiversant, alors que, chaque jour, s'accroît le tas de cadavres des civils Palestiniens, dont des milliers d'enfants.

De manque de courage, tolérant que la nécessité absolue de la condamnation des auteurs des attentats terroristes du 7 octobre 2023 et de la libération des otages détenus par le Hamas, soit opposée en justification des dizaines de milliers de civils Palestiniens morts, déplacés, affamés, non soignés, et de la colonisation brutale et violente de la Cisjordanie.

Ils vous accusent d'ignorer la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du génocide, dont la France est signataire, et qui impose d'empêcher, de combattre et de punir ce crime que notre Code pénal qualifie de crime contre l'humanité.

De fermer les yeux sur les alertes de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme soulignant que la situation en Territoire palestinien occupé est « non seulement inacceptable, mais le résultat d'une politique assumée de destruction de Gaza et de déportation massive de sa population », qui « renvoie à une intention génocidaire ».

D'ignorer les mandats d'arrêt lancés le 21 novembre 2024 par la Cour pénale internationale à l'encontre de Benjamin Netanyahu, premier ministre, et Yohav Gallant, ancien ministre de la défense de l'État d'Israël, concluant « avoir des motifs raisonnables de les considérer coupables des crimes suivants :

- D'affamer des civils comme méthode de guerre, constitutif d'un crime de guerre, et de crime contre l'humanité de meurtre, persécution et autres actes inhumains »,
- « du crime de guerre consistant à diriger intentionnellement des attaques contre la population civile »,
- « De priver la population civile de Gaza de biens indispensables à sa survie, y compris de nourriture, d'eau, de médicaments et de fournitures médicales, ainsi que de carburant et d'électricité »,
- D'entrave « à l'apport d'une aide humanitaire en violation du droit international humanitaire »,
- D'être à l'origine « du manque de nourriture, d'eau, d'électricité et de carburant, ainsi que de fournitures

médicales spécifiques, afin de créer des conditions de vie calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population civile de Gaza, ce qui a provoqué la mort de civils, y compris d'enfants, pour cause de malnutrition et de déshydratation »,

– « D'infliger de grandes souffrances au moyen d'actes inhumains sur des personnes ayant besoin de soins, ce qui constitue le crime contre l'humanité d'autres actes inhumains ».

– « De priver une partie significative de la population civile de Gaza de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie et le droit à la santé »,

– « De cibler la population pour des motifs politiques et/ou nationaux, commettant ainsi le crime contre l'humanité de persécution ».

De faire fi de la Cour internationale de Justice, des mises en garde des juridictions internationales, des alertes des organisations humanitaires qui documentent la situation désespérée d'une population décimée, déplacée, affamée et colonisée.

Monsieur le Président, les avocats vous accusent d'ajouter au malheur de Gaza en refusant de nommer les choses en restant sourds aux alarmes des juristes qui qualifient de génocide le fait d'affamer intentionnellement les civils et de les priver délibérément, en toute connaissance de cause, de biens indispensables à leur survie.

D'illégale passivité, exposant la France à l'engagement de sa propre responsabilité pénale devant les juridictions internationales pour complicité de génocide du fait de son inaction en violation de ses obligations internationales.

De complaisance scandaleuse, tolérant, à l'inverse de nos dignes voisins, le survol illégal comme contraire au Statut de Rome, de notre espace aérien par un chef de gouvernement sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

D'apathie et de renoncement, constatant amèrement que nonobstant vos récentes incantations, l'oubli des mots d'Elie WIESEL : « la neutralité aide l'opresseur, jamais la victime, le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté. »

Monsieur le Président, outre l'indispensable reconnais-

sance annoncée de l'État Palestinien, vous avez le pouvoir et le devoir de faire entendre la voix de la France, d'imposer une enquête internationale sous l'égide de la Cour pénale internationale et des organes de l'ONU, de suspendre toute coopération militaire, d'exiger que cessent ces violations graves et renouvelées du droit international, et du droit humanitaire.

Les robes noires n'ont qu'une passion, celle de la justice, au nom de l'humanité qui souffre tant. L'histoire ne qualifiera pas le génocide en cours, mais elle vous jugera. Et cette fois, nul ne pourra dire qu'on ne savait pas.

Cavaletti: Un immense Merci pour cette soirée mémorable lors du COCKTAIL ANNUEL du 28 mai 2025

Quelle soirée mémorable nous avons vécue ensemble le 28 mai dernier au Club Saint-James !

Votre présence chaleureuse, vos sourires et les précieux moments partagés ont illuminé notre cocktail annuel de reconnaissance. Merci d'avoir fait de cette soirée un véritable élan d'espoir pour les enfants et les familles que nous accompagnons.

Un moment qui restera gravé dans nos cœurs : le témoignage sincère et inspirant de Marc, l'un des premiers jeunes soutenus par Cavaletti. À sa manière touchante, il nous a rappelé l'impact profond de notre mission :

« ...Je veux dire à tout le monde que Cavaletti a changé ma vie. Ils m'ont donné espoir alors qu'il n'y en avait pas. Ma future vie de scientifique sera grâce à eux... »

Ces mots nous poussent à aller encore plus loin pour offrir à chaque enfant une chance de rêver, de croire en eux-mêmes et de s'épanouir pleinement.

Et vous avez rendu cela possible! Grâce à votre générosité — et à celle de nos ami.e.s qui n'ont pu être parmi nous ce soir-là — nous avons amassé 38 830 \$. Cette somme précieuse contribue à ce que Cavaletti offre gratuitement ses services aux enfants à besoins particuliers et leur famille.

Cavaletti continue de grandir, mais ce sont surtout ses enfants qui, grâce à vous, découvrent leur potentiel, gagnent en confiance et s'épanouissent chaque jour un peu plus.

Chaque obstacle surmonté devient un tremplin vers l'épanouissement. Vous êtes le cœur battant de Cavaletti.

MERCI. Merci du fond du cœur.

Avec toute notre reconnaissance,
Pierre Marc Johnson, Pour l'équipe Cavaletti

Le Mexique est dangereux?



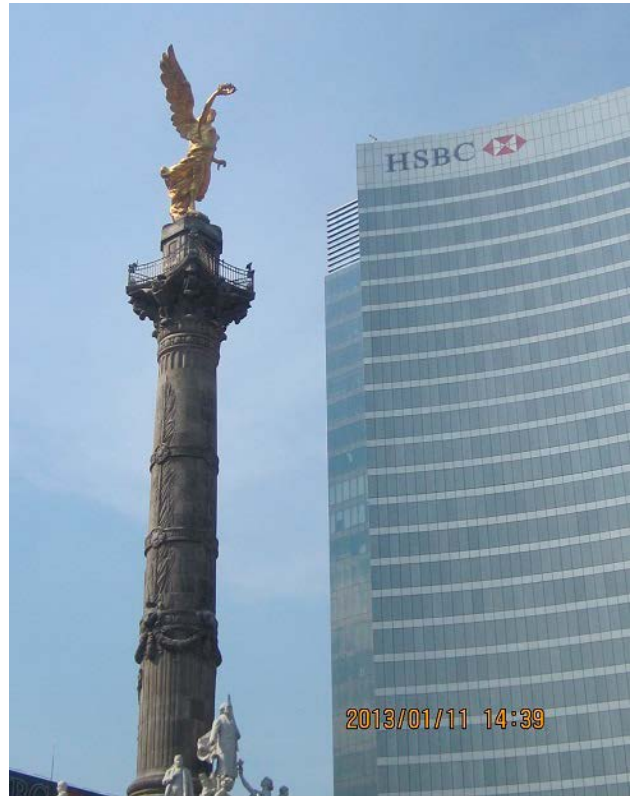
Par Yves Delage

Beaucoup de personnes expriment cette opinion. Mais qu'en est-il vraiment? Il est certain que certains endroits du Mexique sont dangereux. Mais certainement pas tous. Ce serait l'équivalent de dire que puisque Vinegar Hill (Brooklyn) est un quartier de New-York très dangereux, tous les États-Unis sont dangereux. Miami présente l'un des pires taux de criminalité et de violence armée des États-Unis. Il y a des gangs, des stupéfiants, et un niveau élevé de criminalité. La ville reste sûre à visiter, mais il faut être très prudent pour éviter les endroits dangereux. Ça n'empêche pas plusieurs canadiens d'y passer l'hiver. Il faut évidemment éviter de se rendre à Liberty City une zone de 25 023 habitants, qui est un des quartiers indésirables de Miami. Toute la région est connue pour ses crimes violents et ses infractions liées à la drogue. Il y a eu plusieurs incidents de fusillades violentes, de cambriolages, de vols et de fusillades en voiture. Le taux d'homicides a bondi de 40 % entre 2011 et 2013, et continue d'augmenter depuis.

Ceci étant dit, il est évident que certains endroits du Mexique sont à éviter.

Le gouvernement du Canada offre un site qui permet aux voyageurs d'éviter certaines destinations qui pourraient être dangereuses. Par exemple, dans la section qui concerne le Mexique ([Conseils et avertissements pour le Mexique \(voyage.gc.ca\)](#)) voici quelques avertissements sur des endroits à éviter.

- Chiapas, à l'exclusion des villes de Palenque via



Angé de l'indépendance, Paseo de Reforma

l'autoroute 186 de Villahermosa, San Cristobal de las Casas et Tuxtla Gutiérrez;

- Chihuahua, à l'exclusion de la ville de Chihuahua;
- Colima à l'exclusion de la ville de Manzanillo si l'on y accède par voie aérienne;

Il n'y a aucun avertissement pour les états de Oaxaca, Puebla, Merida, Campeche, en fait pour 19 des états du Mexique (sur 32) incluant la ville de Mexico. Doit-on faire attention? Évidemment. Pas de montre valant une fortune, pas de diamants, pas de déplacements en voiture la nuit etc.

Personnellement, j'évite toutes les villes frontalières même si je suis allé à Chihuahua que j'ai adorée.

Selon Tip Advisor, voici les 10 villes les pires pour le vol à la tire (pickpocket)

1. Barcelone (Espagne)
2. Rome (Italie)
3. Prague (République Tchèque)
4. Madrid (Espagne)
5. Paris (France)
6. Florence (Italie)
7. Buenos Aires (Argentine)
8. Amsterdam (Pays-Bas)
9. Athènes (Grèce)
10. Hanoï (Vietnam)

On y trouve aucune ville du Mexique.

Si on regarde l'indice de criminalité par pays 2024 ([Indice de Criminalité par Pays 2024 \(numbeo.com\)](https://numbeo.com/fr/index-de-criminalite-par-pays-2024)) le Mexique est classé 42ième, après la République Dominicaine (29ième), les Bahamas (35ième) et la France (37ième). Faut donc pas trop avoir peur. Faut juste faire attention.

Les crimes, tels que les vols, augmentent souvent durant les grands événements sportifs. Les voleurs ciblent

souvent les touristes. Donc, quelque soit l'endroit ou vous voulez aller, faites attention si un événement d'envergure s'y produit.

Il existe une menace terroriste en Europe. Des terroristes ont mené des attentats dans plusieurs villes européennes.

En France, au cours des dernières années, différents attentats opportunistes et prémédités ont eu lieu. Ceux-ci ont fait de nombreux morts et blessés. Il est fort probable que d'autres attentats surviennent.

Il ne faut pas que ces mots vous empêchent de voyager. Partout (ou presque) même au Mexique.

Mais il faut faire attention. Quel que soit l'endroit que vous voulez visiter.

Danielle Ferron nommée juge à la Cour fédérale du Canada

La juge Danielle Ferron est diplômée en droit civil de l'Université de Montréal et a été admise au Barreau du Québec en 1993.

Avant sa nomination, la juge Ferron était associée au cabinet Langlois Avocats depuis 2011. Elle pratiquait le droit dans le domaine des litiges civils et commerciaux, notamment dans le cadre de fraudes civiles, de litiges bancaires, de cybersécurité, de propriété intellectuelle, de piratage et de recours entre actionnaires.

Son expertise est reconnue en matière de saisies avant jugement, d'injonctions et d'ordonnances Anton Piller, Mareva et Norwich, domaines sur lesquels elle est co-auteure d'un ouvrage de doctrine publié en 2009. Elle a également développé une expertise dans le domaine de la gouvernance d'entreprise. En 2016, la juge Ferron a reçu la distinction Avocate émérite du Barreau du Québec.

Au fil des années, la juge Ferron a partagé ses connaissances et son expérience à travers de nombreuses pub-

lications et conférences au Canada, et a été chargée du cours « Droit des enquêtes civiles » à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal.



Danielle Ferron

Elle s'est impliquée tant dans le milieu juridique que dans la communauté. Elle a notamment siégé sur le conseil d'administration du Jeune Barreau de Montréal, de l'Association des femmes en finance du Québec, de La Financière Agricole du Québec et de la Fondation Marie-Vincent.

La juge Ferron a le bonheur de partager sa vie avec son mari depuis près de 30 ans. Ils sont les fiers parents de deux jeunes adultes Michael et Thomas.

Nommée juge de la Cour fédérale et membre d'office de la Cour d'appel fédérale, le 28 février 2025.

The Maldives: IBAHRI concerned about erosion of judicial independence as two Supreme Court Justices are dismissed

The International Bar Association's Human Rights Institute (IBAHRI) is concerned about the recommendation by the Judicial Service Commission (JSC) of the Republic of Maldives to dismiss Supreme Court Justices Dr Azmiralda Zahir and Mahaz Ali Zahir. The process leading to their removal raises grave concerns over the lack of due process and potential executive interference in the judiciary, with wider implications for the rule of law and human rights in the country.

IBAHRI Co-Chair Mark Stephens CBE stated: 'The IBAHRI urges the government of the Maldives to immediately halt the dismissal proceedings against Justices Dr Azmiralda Zahir and Mahaz Ali Zahir and ensure that all future judicial decisions respect the principles of due process and judicial independence. The government must take all necessary steps to reinforce the protection of judges in line with international norms and standards.'

Mr Stephens added: 'The way in which these two Supreme Court justices are being dismissed, poses a real and immediate threat to the independence of the judiciary in the Maldives. The country's Constitution and international standards are clear: without exception, judges cannot be removed without fair procedures and adequate safeguards. These protections are not privileges for judges but fundamental guarantees for the public to ensure that justice is administered impartially and without external influence. The dismissal procedure needs to be stopped since it violates basic due process rights.'

'Consequences may well run further – research by both the World Bank and Oxford University has demonstrated a strong connection between inward investment and a strong adherence to the rule of law. If investors in the Maldives can no longer trust the independence of the judiciary, then they will stop investing in the local economy.'

On 18 February 2025 the Supreme Court of the Maldives heard a constitutional challenge against anti-defection clauses added to the Constitution. A week later, on 25 February, a bill was introduced in parliament seeking to reduce the Supreme Court from seven to five members. Before the Supreme Court was due to begin their final hearing in the anti-defection case, the Government of the Maldives passed the bill, reducing the size of the Supreme Court. On the same day, Justice Dr Azmiralda Zahi and Mahaz Ali Zahir were suspended under Section 25(p) of the Judicial Service Commission Act, which allows for the automatic suspension of judges based on an ongoing investigation by another body, without affording the judges an opportunity to challenge the decision. In this case it was the Anti-Corruption Commission. On 4 May, the JSC recommended the dismissal of the judges. Parliament supported this decision and voted to dismiss the judges on 14 May 2025.

IBAHRI Co-Chair, Hina Jilani commented: 'The IBAHRI strongly condemns the measures taken against judges in the Maldives, which seriously endanger the independence of the judiciary and violate fundamental due process guaran-

tees. The removal of judges through opaque and politically influenced processes, particularly without public hearings, adequate notice, or a meaningful opportunity to respond, undermines the essential principle that the judiciary is free from external pressure. Judicial independence is a fundamental pillar of the rule of law and a precondition for democracy. When judicial independence is compromised, the rule of law weakens, and with it, the protection of human rights.'

Ms Jilani added: 'The Maldives Government should consider amending Section 25(p) of the Judicial Service Commission Act to ensure that disciplinary measures against judges are subject to independent oversight review, and that judges are afforded a fair and public hearing. Upholding judicial independence is not just a matter of constitutional law but a fundamental commitment to human rights and the rule of law.'

The proceedings brought against the judges raise fundamental questions about the Maldives government's respect for judicial independence and due process – cornerstones of any democratic society and essential for safeguarding human rights. In its General Comment No 32, the Human Rights Committee stated that judges can only be removed from their position on grounds of gross misconduct or incompetence. The Constitution of the Maldives contains a similar provision. As such the IBAHRI asserts that the Maldives is in violation of both its domestic and international obligations to protect the rights and independence of judges.

The IBAHRI is alarmed by reports that the judges were not given effective judicial protection to contest their dismissal: their chosen counsel were refused the opportunity to speak at disciplinary proceedings and had not initially been informed of the details of the allegations against the judges.

Also, the IBAHRI regrets that the proceedings were not held publicly. The Maldives is bound by Article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) to protect and

respect the right to be informed promptly and in detail about, the right to a public hearing and the right to defend oneself.

International standards emphasise that any disciplinary proceedings against judges must respect the principles of judicial independence and due process. The United Nations Basic Principles on the Independence of the Judiciary stress that judges are entitled to a fair hearing by an independent authority, and may only be removed if they are proven to be unfit for judicial office. The Principles further outline the need for security of tenure of judges, which guarantees that their position is not contingent on appeasing the government. Disciplinary proceedings must also be subject to an independent review.

Furthermore, the Commonwealth (Latimer House) Principles also provide guidelines for good governance and democracy for Commonwealth states and emphasise the importance of ensuring adequate security of tenure and protection of judges. The independence of the judiciary is also guaranteed by the Bangalore Principles of Judicial Conduct. These international standards are essential to ensure that judges can perform their duties without fear or favour, which is fundamental to the rule of law and the protection of human rights. The IBAHRI urges the government of the Maldives to adhere to these principles.

Since Abdulla Yameen took office in 2013, the Maldives has been gripped by a rule of law recession defined by a severe crackdown on dissent, the erosion of fundamental freedoms and, most notably, executive overreach in the judiciary.

On 25 May 2025, it was reported that an investigation had been launched against two judges who opposed the dismissals of Justices Dr Azmiralda Zahir and Mahaz Ali Zahir. The actions of the Maldivian authorities, will likely have a chilling effect on the independence of the judiciary. Judges cannot perform their duties effectively under fear of sanction or punishment.

Laureen Moock-Colombani nommée directrice générale de la Grande Bibliothèque

Avec plus de 15 ans d'expérience dans le domaine des bibliothèques, Mme Moock-Colombani possède une expertise approfondie en service public, médiation culturelle, engagement communautaire et transformation organisationnelle. Son parcours lui permet de comprendre les enjeux du milieu et de mobiliser les équipes avec authenticité.

Laureen se joint à BAnQ avec une feuille de route bien remplie. Le courage dont elle sait faire preuve en tant que gestionnaire sera précieux pour faire évoluer nos services afin de répondre aux besoins changeants de la population de partout au Québec et d'enrichir l'expérience sur place et en ligne. Son ouverture et sa bienveillance contribueront à mobiliser les équipes et à tisser des relations solides au sein des équipes de la Grande Bibliothèque et avec les autres équipes de BAnQ.

– Marie Grégoire, présidente-directrice générale de BAnQ

Depuis 2021, Mme Moock-Colombani occupait le poste de responsable principale de l'engagement communautaire et des bibliothèques à la Ville de Laval. Elle y dirigeait une équipe de gestionnaires supervisant neuf bibliothèques et la bibliomobile, mobilisant plus de 200 membres du personnel. Elle a également présidé Biblio-presto et siégé à la Commission du livre et de l'édition de la SODEC.

Visionnaire et rassembleuse, elle privilégie un leadership inclusif et collaboratif, soutenant la transition socioécologique et l'accès aux littératies par le numérique et la médiation culturelle. Elle joint avec enthousiasme BAnQ, une organisation apprenante, ouverte et innovante.



Je suis honorée de la confiance qui m'est accordée en me nommant à la tête de la Grande Bibliothèque, au sein de BAnQ, une institution profondément humaine, qui joue un rôle fondamental dans le tissu social, culturel et démocratique du Québec. J'y vois l'occasion de poursuivre les efforts pour faire converger la préservation de notre mémoire collective – portée par nos archives et la collection nationale – avec une médiation culturelle inclusive, un positionnement numérique ambitieux et une francophonie rayonnante. Je souhaite en faire un carrefour vivant et apprenant, où l'innovation s'incarne chaque jour, où chacune et chacun peut s'approprier le savoir et s'émanciper, et où l'organisation tout entière, ancrée dans le Quartier latin, contribue à bâtir une société épanouie, plus ouverte, plus solidaire et plus créative, capable de relever les défis du futur.

– Laureen Moock-Colombani, directrice générale de la Grande Bibliothèque

Attorney General James Sues President Trump for Unconstitutional Attempt to Seize Control of Elections

A G James and 18 Attorneys General Argue the President's Election Executive Order Dramatically Oversteps the Limits of Presidential Power

New York Attorney General Letitia James today announced that she and a coalition of 18 other attorneys general are suing to stop President Trump's unconstitutional attempt to seize control of elections. On March 25, the President issued an Executive Order asserting unprecedented authority over elections and baselessly demanding changes to how states administer them. Attorney General James and the coalition allege that this is an unlawful and dangerous power grab that blatantly disregards state sovereignty, congressional authority, the fundamental separation of powers, and limits on presidential power. The attorneys general are asking the court to block several of the President's voter suppression measures, arguing they will unlawfully impose significant barriers to registering to vote and to voting, and create confusion for voters seeking to participate in free and fair elections.

"Donald Trump's attempt to control our elections, intimidate voters, and limit Americans' right to vote is unconstitutional, undemocratic, and frankly, un-American," said Attorney General James. "We are a democracy – not a monarchy – and this Executive Order is an authoritarian power grab. With this Order, this President is prioritizing his own quest for unchecked power above the rights and will of the public. My office is fighting back to preserve our democracy – one that is fair, just, and accountable to the people."

Attorney General James and the coalition argue that the President's Order could widely disenfranchise voters and place unsustainable burdens on the states. For example, the Order attempts to prohibit states from counting mail-in ballots arriving after Election Day, even if they were postmarked on time. The attorneys general assert this fundamental misinterpretation of election law would disrupt state vote-by-mail processes, which are designed to remove barriers to voting and increase participation. In addition, the Order directs the independent, bipartisan Election Assistance Commission (the Commission) to institute a proof of citizenship requirement on the federal voter registration form, an action neither the Constitution nor Congress has authorized. The attorneys general assert that these proposals would create unnecessary obstacles, effectively disenfranchising millions of eligible voters.

The attorneys general argue that the president's efforts are explicitly illegal. The National Voting Rights Act (NVRA) already requires attestation of citizenship under penalty of perjury when registering to vote, and the President has no unilateral authority to change this requirement. Apart from Congress, only the Commission has the power to alter the federal voter registration form, and even then, in a manner consistent with the NVRA and only in consultation with the states. By ordering the Commission to take these actions, which would themselves be unlawful, the attorneys general allege the President is undermining the Commission's independence and trampling over legal safeguards that Congress created specifically to maintain its neutrality.

In the lawsuit, Attorney General James and the coalition emphasize that elections in the United States are administered by the states – not the federal government. Each state maintains its own voter rolls, designs its own ballots, and certifies its own results. The President's Order would force states to divert election staff from other critical tasks, preventing them from effectively serving residents and implementing their own election priorities. The attorneys general argue that the President lacks the authority to impose these burdens on state and local election officials. Moreover, states that refuse to comply with this unconstitutional Order face severe penalties. The President has directed the Commission to withhold essential federal election and counterterrorism funds from noncompliant states – a coercive measure that would throw the electoral system into chaos. The Order even threatens states with federal investigations and potential prosecution. The attorneys general contend there is no legal basis for these threats, which violate the states' constitutional authority over elections and ignore Congress's power of the purse.

Attorney General James and the coalition argue that the President has no authority to unilaterally change election laws. The Constitution explicitly grants states the power to administer elections and gives Congress the authority to regulate voting laws for federal elections and allocate election funding. The President, however, has no constitutional role in making or altering these laws. The attorneys general assert that with this Order, the President is not only acting without statutory authority, but also violating the Constitution. He is dramatically overstepping the limits of presidential power, disregarding the separation of powers, and attempting to exert control over both states' independent choices on election administration and an independent, congressionally created agency. The attorneys general argue that his actions constitute a direct attack on the nation's electoral system and fundamental democratic principles. Attorney General James and the coalition are urging the court to block these unlawful actions that harm voters and the country's democratic foundation itself.

Joining Attorney General James in this lawsuit are the attorneys general of Arizona, California, Connecticut, Colorado, Delaware, Hawaii, Illinois, Maryland, Maine, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Nevada, New Mexico, New Jersey, Rhode Island, Vermont, and Wisconsin.

Attorney General James Denounces Trump Administration's Latest Cuts to World Trade Center Health Program



New York Attorney General Letitia James today released the following statement after the Trump administration's devastating cuts to the Department of Health and Human Services (HHS) eliminated critical staff for the World Trade Center Health Program (WTCHP), which provides medical treatment for 9/11 survivors, first responders, and others affected by the attacks:

"When our country was attacked, thousands of New Yorkers put their lives on the line to save others, and they deserve the care that we've fought for over these last 24 years. The Trump administration's decision to continuously jeopardize the World Trade Center Health Program is a cruel betrayal of our heroes. These cuts must be reversed, and the World Trade Center Health Program must be protected."

Created in 2011, the WTCHP provides medical treatment for more than 132,000 people impacted by the attacks. In February, the Trump administration's buyout offers for federal employees and mass firings of probationary civil service staff led to significant staffing cuts at federal health care programs, including WTCHP. While these cuts were temporarily reversed after Attorney General James and others spoke out, the administration's recent decision to cut over 10,000 staff members from HHS has once again put WTCHP services in jeopardy. Included in those fired from HHS were Dr. John Howard, the WTCHP administrator, and nearly all staff at the National Institute of Occupational Safety and Health, which oversees and provides essential support to WTCHP.

The IBA stands in support of the US legal profession



International Bar Association
the global voice of the legal profession

Following the International Bar Association's (IBA) recent statement expressing deep concern over the ongoing erosion of the rule of law in the United States, the IBA stands in solidarity with the American Bar Association (ABA) and its statement rejecting the US administration's efforts to undermine the courts and the legal profession.

The IBA's mission is to uphold the bedrock principles of international law, including those outlined in the UN Basic Principles on the Role of Lawyers. These principles make clear that governments must:

ensure that lawyers can perform their professional duties freely, without intimidation, harassment, or interference;

guarantee that lawyers are not subject to prosecution, sanctions, or economic penalties for actions taken in accordance with their professional duties, standards, and ethics; and

respect that lawyers must not be identified with their clients or their clients' causes simply because they are fulfilling their professional obligations.

The IBA remains steadfast in its commitment to protecting the independence of the legal profession and ensuring that lawyers and judges worldwide can carry out their vital roles without fear of political retaliation or undue pressure.

Inspirational Legal Women podcast series, launched by the IBA

The International Bar Association (IBA) Legal Policy & Research Unit (LPRU) has launched the podcast series 'Inspirational Legal Women'. The series encourages inspirational IBA members with interesting careers and remarkable stories to share their thoughts and experiences about what it means to be a woman in the legal profession and how they have navigated different types of workplaces and challenges over the course of their careers. The LPRU's Sara Carnegie, Director of Legal Projects, and Isla Tobin, Project Lawyer, will interview women across a variety of legal fields and jurisdictions.

IBA Secretary-General, Deborah Enix-Ross, lawyer at Debevoise and Plimpton LLP based at their New York, United States office for more than 20 years, features in the first episode of the series. Ms Enix-Ross co-founded the Women's Interest Network within the American Bar Association's International Law Section, advocating for women's legal issues, something she has continued to do within the IBA. Ms Enix-Ross was President of the American Bar Association from 2022-2023 and named on the Forbes List of America's top 200 lawyers in 2024.

This episode is followed by insightful, fortnightly instalments with other inspiring colleagues from across the world. The first conversation with Ms Enix-Ross is available to listen to [here](#).



Le Monde Juridique

The Montreal Lawyer

Le monde professionnel



Les dernières actualités



20 mars 2025

Jean-Pierre Perreault est élu recteur de l'Université de Sherbrooke

Le conseil d'administration de l'Université de Sherbrooke annonce aujourd'hui que Jean-Pierre Perreault dirigera l'Université de Sherbrooke à titre de recteur à compter du 1er juin prochain, et ce, pour un mandat de cinq ans. Le professeur Jean-Pierre Perreault est la 11e personne à occuper le poste de recteur dans l'histoire de l'UdeS depuis sa création [...]

[Lire la suite](#)


19 mars 2025

IBA marks International Women's Day with launch of Phase 2 of its 50:50 by 2030 gender equality project

Phase 2 of the International Bar Association's (IBA) global project addressing the lack of gender parity at senior levels across the law launched today as International Women's Day (8 March) is commemorated around the world. The overall aim of the project is to achieve equal representation of men and women at the top of the [...]

[Lire la suite](#)


17 mars 2025

Danielle Ferron nommée juge à la Cour fédérale du Canada

La juge Danielle Ferron est diplômée en droit civil de l'Université de Montréal et a été admise au Barreau du Québec en 1993. Avant sa nomination, la juge Ferron était associée au cabinet Langlois Avocats depuis 2011. Elle pratiquait le droit dans le

domaine des litiges civils et commerciaux, notamment dans le cadre de fraudes [...]

[Lire la suite](#)

Dernières parutions



13 décembre 2024

Volume 27, numéro 10

[Lire la suite](#)

News Highlights



4 mars 2025

Inspirational Legal Women podcast series, launched by the IBA

The International Bar Association (IBA) Legal Policy & Research Unit (LPRU) has launched the podcast series 'Inspirational Legal Women'. The series encourages inspirational IBA members with interesting careers and remarkable stories to share their thoughts and experiences about what it means to be a woman in the legal profession and how they have navigated different [...]

[Read more](#)


26 février 2025

White genocide in South Africa 'is a myth' high court rules – a week after Trump cuts all aid to the country due to 'human rights violations'

White genocide in South Africa 'is clearly imagined and not real', the country's high court has ruled. The ruling came as part of a judgement to declare a bequest made in the will of a white South African man called Grantland Michael Bray to far-right organisation Boerelegioen (BL) invalid. Bray, who died in 2022, had [...]

[Read more](#)


21 février 2025

Canadian Human Rights Icon Irwin Cotler Honored With Defender of Freedom Award at 2025 Geneva Summit

The Geneva Summit for Human Rights and Democracy, a cross-regional coalition of more than 30 human rights organizations, presented its Defender of Freedom Award to Professor Irwin Cotler, international human rights lawyer, legal scholar, former Canadian justice minister, and nominee for next year's Nobel Peace Prize, for his renowned advocacy for political prisoners worldwide. Earning [...]

[Read more](#)

Latest Release



4 avril 2023

Volume 5, number 5

[Read more](#)

www.lemondejuridique.com

Facebook Le Monde Juridique | Facebook The Montreal Lawyer